

Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale

Brusselse Hoofdstedelijke Raad

**Séance plénière
du vendredi 26 octobre 2001**

**Plenaire vergadering
van vrijdag 26 oktober 2001**

SEANCE DU MATIN

OCHTENDVERGADERING

SOMMAIRE

INHOUDSOPGAVE

	Pages		Blz.
EXCUSES	67	VERONTSCHULDIGD	67
ORDRE DES TRAVAUX	67	REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN	67
NAISSANCE DE LA PRINCESSE ELISABETH		GEBOORTE VAN PRINSES ELISABETH	
— Vœux	68	— Wensen	68
COMMUNICATIONS		MEDEDELINGEN	
— Cour d'arbitrage	68	— Arbitragehof	68
— Parlement de la Communauté française	68	— « Parlement de la Communauté française »	68
— Parlement wallon	68	— « Parlement wallon »	68
— Assemblée de la Communauté française	68	— « Assemblée de la Communauté française »	68
— « Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie »	69	— Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie	69
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE		ECONOMISCHE EN SOCIALE RAAD VOOR HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST	
— Avis	69	— Advies	69
PROJET D'ORDONNANCE		ONTWERP VAN ORDONNANTIE	
— Dépôt	69	— Indiening	69
PROPOSITION D'ORDONNANCE		VOORSTEL VAN ORDONNANTIE	
— Prise en considération	69	— Inoverwegingneming	69
			65

	Pages		Blz.
	—		—
ANNEXES	71	BIJLAGEN	71

PRESIDENCE DE **MME MAGDA DE GALAN**, PRESIDENTE

VOORZITTERSCHAP VAN **MEVROUW MAGDA DE GALAN**, VOORZITTER

La séance plénière est ouverte à 11 h 30.

De plenaire vergadering wordt geopend om 11.30 uur.

Mme la Présidente. — Je déclare ouverte la séance plénière du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du vendredi 26 octobre 2001.

Ik verklaar de plenaire vergadering van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad van vrijdag 26 oktober 2001 geopend.

EXCUSES — VERONTSCHULDIGD

Mme la Présidente. — Ont prié d'excuser leur absence : M. Stéphane de Lobkowicz, Mmes Isabelle Emmerly, Marion Lemesre, Marguerite Bastien, Anne-Françoise Theunissen, M. Alain Bultot, Mmes Adelheid Byttebier, Fatiha Saïdi, M. Jos Chabert, Mme Françoise Schepmans et M. Alain Hutchinson.

Verontschuldigen zich voor hun afwezigheid : de heer Stéphane de Lobkowicz, mevr. Isabelle Emmerly, Marion Lemesre, Marguerite Bastien, Anne-Françoise Theunissen, de heer Alain Bultot, mevr. Adelheid Byttebier, Fatiha Saïdi, de heer Jos Chabert, mevrouw Françoise Schepmans en de heer Alain Hutchinson.

ORDRE DES TRAVAUX

REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN

Mme la Présidente. — Chers Collègues, il avait été prévu d'entamer les travaux du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, immédiatement après la réunion de la CCC.

Hier, on nous a annoncé que M. le Ministre-Président de Donnea nous rejoindrait vers 11 h 30.

On vient de me signaler qu'il ne viendra pas ce matin, retenu par une réunion avec les syndicats, qui sera suivie d'une conférence de presse.

Les Chefs de groupe devront donc être avertis que l'heure des votes ne sera pas respectée puisque la discussion relative à l'OMC n'aura lieu que cet après-midi, avant les votes.

M. Alain Daems refuse de traiter ce point ce matin; il avait programmé son intervention pour cet après-midi, et doit encore la peaufiner, ce qui est logique puisque c'est à sa demande que le problème a été traité en urgence.

La parole est à M. Denis Grimberghs.

M. Denis Grimberghs. — Madame la Présidente, je crois me souvenir que l'article 52 de notre Règlement permet de quérir la présence d'un ministre lorsqu'elle n'était pas prévue dans l'ordre du jour. Dans ce cas-ci, l'ordre du jour prévoit incontestablement que le Ministre-Président doit être présent.

Je propose donc une suspension de 10 minutes pour lui donner une chance d'arriver et ainsi ne pas inscrire ce point à la séance de cet après-midi.

Mme la Présidente. — Je propose qu'en attendant l'arrivée du Ministre-Président, nous traitions les points administratifs.

Des remarques vont être faites !

Het woord is aan de heer Sven Gatz.

De heer Sven Gatz. — Mevrouw de Voorzitter, ik zal niet zo ver gaan als de heer Grimberghs, al geef ik hem principieel gelijk. Uit onze agenda kon worden afgeleid dat we nog voor de middag met de werkzaamheden van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad zouden beginnen. Ik zou er nog begrip voor kunnen opbrengen dat de Minister-Président afwezig blijft omdat hij naar een of andere vergadering moet, al dan niet op Europees niveau. Ik heb er echter geen begrip voor dat hij ons in de steek laat voor een persconferentie. Dat getuigt van — en ik wik mijn woorden — minachting voor ons Parlement.

Ik maak die opmerking in het algemeen. Ze is zeker niet ingegeven door het feit dat ik hem vandaag moet interpellieren. Het wegblijven van de Minister-Président beschouw ik werkelijk als een incident.

Mevr. de Voorzitter. — Ik vind het ook heel erg. Ik maak duidelijk het onderscheid tussen syndicale onderhandelingen en een persconferentie.

Chacun sait que l'on parle de télé-police et de 10 millions de francs.

La parole est à M. Jean-Pierre Cornelissen.

M. Jean-Pierre Cornelissen. — Madame la Présidente, le Parlement a ses droits. On vient de rappeler un article du Règlement mais au-delà, il y a une déontologie qui doit être respectée. Les réunions du Bureau élargi ont toujours lieu en présence d'un membre du gouvernement. D'une façon générale, nous essayons de tenir compte des absences, des déplacements des ministres à l'étranger. Nous devons, me semble-t-il, rappeler ici à l'ensemble des membres du gouvernement qu'il y a une déontologie à respecter, qu'il y a un temps pour les conférences de presse, qui ont leur utilité, mais aussi un temps pour être au service du Parlement !

Mme la Présidente. — Tous les membres ici présents partagent votre sentiment, Monsieur Cornelissen — M. Gatz n'a rien dit d'autre. Chacun l'exprime en ses termes. Il a été prévu en Bureau élargi, en présence d'un membre du gouvernement, que les travaux du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale s'enchaîneraient à l'issue des travaux de l'Assemblée réunie et que la présence du Ministre-Président serait requise aux alentours de 11 heures. Les services ont pris les contacts utiles à cet effet. Je pense que nous devrons rappeler, en termes peu chaînés, le gouvernement à l'ordre à ce sujet.

La parole est à Mme Evelyne Huytebroeck.

Mme Evelyne Huytebroeck. — Madame la Présidente, mes collègues sont déjà intervenus sur ce point, mais au nom de mon groupe, je m'étonne de la désinvolture du Ministre-Président qui me choque. Tout le monde savait que la séance d'aujourd'hui était importante. Déjà ce matin, en séance de la Commission communautaire commune, nous n'avons eu droit qu'à la présence d'un ministre alors que quatre ministres étaient interpellés. En l'occurrence, l'absence du Ministre-Président entraîne une série de modifications qui ne nous conviennent guère. On rappelle assez souvent la nécessité de la présence des parlementaires en commission et en séance plénière; nous sommes les premiers à le faire. Les membres du gouvernement se doivent aussi d'être présents. Cette attitude m'inquiète.

Mme la Présidente. — Nous ne manquerons pas de le rappeler à qui de droit, de préférence par écrit, au nom de l'ensemble des parlementaires présents. Cela nous permettra d'entendre les 101 coups de canon sans être dérangés. Cependant, cela risque de reporter l'heure des votes.

Les débats qui sont prévus cet après-midi sont importants.

Nous nous trouvons donc en chômage technique pour une durée d'1 heure et demie, alors que nous avons quantité de choses intéressantes à faire, par exemple, préparer de nombreuses propositions d'ordonnance, à défaut d'interpellation.

NAISSANCE DE LA PRINCESSE ELISABETH

GEBORTE VAN PRINSES ELISABETH

Vœux

Wensen

Mme la Présidente. — Chers Collègues, nous avons appris avec beaucoup de plaisir la naissance hier soir de la Princesse Elisabeth.

Aujourd'hui même, au nom du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, nous adressons nos plus vives félicitations au Prince Philippe et à la Princesse Mathilde.

Ik heb met veel genoeg kennis genomen van de geboorte van Prinses Elisabeth. Namens de Raad zal ik vandaag onze oprechte gelukwensen sturen aan Prins Filip en Prinses Mathilde. Ik wens de jonge ouders veel geluk en voorspoed.

COMMUNICATIONS FAITES AU CONSEIL

MEDEDELINGEN AAN DE RAAD

Cour d'Arbitrage

Arbitragehof

Mme la Présidente. — Diverses communications ont été faites au Conseil par la Cour d'Arbitrage.

Elles figureront au Compte rendu analytique et au Compte rendu intégral de cette séance. (*Voir annexes.*)

Verscheidene mededelingen worden door het Arbitragehof aan de Raad gedaan.

Zij zullen in het Beknopt Verslag en in het Volledig Verslag van deze vergadering worden opgenomen. (*Zie bijlagen.*)

Parlement de la Communauté française

Mme la Présidente. — Par lettre du 16 octobre 2001, le Parlement de la Communauté française fait connaître qu'il s'est constitué en sa séance de ce jour.

Bij brief van 16 oktober 2001 brengt het « *Parlement de la Communauté française* » ons ter kennis dat hij zich ter vergadering van die dag heeft geconstitueerd.

Parlement wallon

Mme la Présidente. — Par lettre du 17 octobre 2001, le Parlement wallon fait connaître qu'il s'est constitué en sa séance de ce jour.

Bij brief van 17 oktober 2001 brengt het « *Parlement wallon* » ons ter kennis dat hij zich ter vergadering van die dag heeft geconstitueerd.

Assemblée de la Commission communautaire française

Mme la Présidente. — Par lettre du 19 octobre 2001, l'Assemblée de la Commission communautaire française fait connaître qu'elle s'est constituée en sa séance de ce jour.

Bij brief van 19 oktober 2001 brengt de « *Assemblée de la Commission communautaire française* » ons ter kennis dat zij zich ter vergadering van die dag heeft geconstitueerd.

Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie

Mme la Présidente. — Bij brief van 19 oktober 2001 brengt de Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie ons ter kennis dat hij zich ter vergadering van die dag heeft geconstitueerd.

Par lettre du 19 octobre 2001, le « *Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie* » fait connaître qu'il s'est constitué en sa séance de ce jour.

**CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL DE LA REGION DE
BRUXELLES-CAPITALE**

Avis

**ECONOMISCHE EN SOCIALE RAAD VOOR HET
BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

Adviezen

Mme la Présidente. — Par lettre du 18 octobre 2001, le Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale transmet, conformément aux dispositions de l'article 6 de l'ordonnance du 8 septembre 1994 portant création du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale, l'avis concernant le projet d'ordonnance relative à l'encouragement et au financement de la recherche scientifique et de l'innovation technologique, qu'il a adopté en séance plénière du 18 octobre 2001.

Renvoi à la commission des Affaires économiques, chargée de la Politique économique, de l'Energie, de la Politique de l'Emploi et de la Recherche scientifique.

Par lettre du 18 octobre 2001, le Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale transmet, conformément aux dispositions de l'article 6 de l'ordonnance du 8 septembre 1994 portant création du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale, l'avis d'urgence sur l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, les régions et la Communauté germanophone concernant le développement des services et des emplois de proximité, qu'il a adopté en sa séance plénière du 18 octobre 2001.

Renvoi à la commission des Affaires économiques, chargée de la Politique économique, de l'Energie, de la Politique de l'Emploi et de la Recherche scientifique.

Bij brief van 18 oktober 2001 zendt de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, overeenkomstig de bepalingen van artikel 6 van de ordonnantie van 8 september 1994 tot oprichting van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, het advies inzake het ontwerp van ordonnantie betreffende de aanmoediging en de financiering van het wetenschappelijk onderzoek en de technologische innovatie, die hij in zijn plenaire vergadering van 18 oktober 2001 heeft aangenomen.

Verzonden naar de commissie voor de Economische Zaken, belast met het Economisch Beleid, de Energie, het Werkgelegenheidsbeleid en het Wetenschappelijk Onderzoek.

Bij brief van 18 oktober 2001 zendt de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, overeenkomstig de bepalingen van artikel 6 van de ordonnantie van 8 september 1994 tot oprichting van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, het dringend advies inzake het samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de ontwikkeling van de buurtdiensten en -banen, die hij in zijn plenaire vergadering van 18 oktober 2001 heeft aangenomen.

Verzonden naar de commissie voor de Economische Zaken, belast met het Economisch Beleid, de Energie, het Werkgelegenheidsbeleid en het Wetenschappelijk Onderzoek.

PROJET D'ORDONNANCE

Dépôt

ONTWERP VAN ORDONNANTIE

Indiening

Mme la Présidente. — En date du 19 octobre 2001, le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a déposé le projet d'ordonnance suivant :

Op 19 oktober 2001 werd volgend ontwerp van ordonnantie ingediend door de Brusselse hoofdstedelijke regering :

Projet d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 12 février 1998 portant création des agences immobilières sociales (n° A-223/1 — 2001/2002).

Ontwerp van ordonnantie houdende wijziging van de ordonnantie van 12 februari 1998 tot oprichting van sociale woningbureaus (nr. A-223/1 — 2001/2002).

Renvoi à la commission du Logement et de la Rénovation urbaine.

Verzonden naar de commissie voor de Huisvesting en Stadsvernieuwing.

PROPOSITION D'ORDONNANCE

Prise en considération

VOORSTEL VAN ORDONNANTIE

Inoverwegingneming

Mme la Présidente. — L'ordre du jour appelle la prise en considération de la proposition d'ordonnance (de M. Fouad Lahssaini et Mme Evelyne Huytebroeck) instituant un service de médiation de la Région de Bruxelles-Capitale (n° A-222/1 — 2001/2002).

Pas d'observation ? (*Non.*)

Renvoi à la commission des Finances, du Budget, de la Fonction publique, des Relations extérieures et des Affaires générales.

Aan de orde is de inoverwegingneming van het voorstel van ordonnantie (van de heer Fouad Lahssaini en mevrouw Evelyne Huytebroeck) houdende de oprichting van een ombudsdienst in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (nr. A-222/1 — 2001/2002).

Geen bezwaar ? (*Neen.*)

Verzonden naar de commissie voor de Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, Externe Betrekkingen en Algemene Zaken.

M. Benoît Cerexhe. — Madame la Présidente, n'est-il pas possible d'aller chercher M. de Donnea ?

Mme la Présidente. — On vient de l'appeler.

Je vous propose de suspendre la séance pour une dizaine de minutes, en attendant l'arrivée de M. le Ministre-Président.

— *La séance plénière est suspendue à 11 h 45.*

De plenaire vergadering is om 11.45 uur geschorst.

— *Elle est reprise à 11 h 50.*

Ze is om 11.50 uur hervat.

Mme la Présidente. — La séance plénière est reprise.

De plenaire vergadering is hervat.

A mon grand regret et à notre grande colère, le Ministre-Président ne peut nous rejoindre.

La séance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale est close.

De vergadering van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad is gesloten.

— Prochaine séance plénière cet après-midi à 14 h 30.

Volgende plenaire vergadering deze namiddag om 14.30 uur.

— *La séance plénière est levée à 11 h 55.*

De plenaire vergadering wordt om 11.55 uur gesloten.

ANNEXE

COUR D'ARBITRAGE

En application de l'article 77 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, la Cour d'arbitrage notifie :

— les questions préjudicielles concernant l'article 30^{ter} de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, posées par la cour du travail d'Anvers (n^{os} 2243 et 2244 du rôle — affaires jointes);

— la question préjudicielle concernant l'article 4 de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football, posée par le Tribunal de police de Turnhout (n^o 2249 du rôle).

En application de l'article 113 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, la Cour d'arbitrage notifie :

— arrêt n^o 122/2001 rendu le 10 octobre 2001, en cause :

— la question préjudicielle concernant l'article 11, alinéa 1^{er}, de la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale et concernant l'article 97, alinéa 7, de la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, posée par la cour d'appel d'Anvers (n^o 2204 du rôle);

— arrêt n^o 123/2001 rendu le 10 octobre 2001, en cause :

— la question préjudicielle relative aux articles 377 à 385 du Code des impôts sur les revenus 1992, posée par la Cour de cassation (n^o 2214 du rôle);

— arrêt n^o 124/2001 rendu le 16 octobre 2001, en cause :

— la question préjudicielle relative à l'article 26 de la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales, posée par la cour d'appel de Mons (n^o 1959 du rôle);

— arrêt n^o 125/2001 rendu le 16 octobre 2001, en cause :

— la question préjudicielle relative à l'article 7^{bis} de la loi du 28 février 1882 sur la chasse, posée par le tribunal de première instance de Tournai (n^o 1982 du rôle);

— arrêt n^o 126/2001 rendu le 16 octobre 2001, en cause :

— le recours en annulation totale ou partielle de l'article 5^{bis} de la loi du 10 mars 1925 sur les distributions d'énergie électrique, tel

BIJLAGE

ARBITRAGEHOF

In uitvoering van artikel 77 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, geeft het Arbitragehof kennis van :

— de prejudiciële vragen betreffende artikel 30^{ter} van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, gesteld door het arbeidshof te Antwerpen (nrs. 2243 en 2244 van de rol — samengevoegde zaken);

— de prejudiciële vraag betreffende artikel 4 van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden, gesteld door de politierechtbank te Turnhout (nr. 2249 van de rol).

In uitvoering van artikel 113 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, geeft het Arbitragehof kennis van :

— arrest nr. 122/2001 uitgesproken op 10 oktober 2001, inzake :

— de prejudiciële vraag over artikel 11, eerste lid, van de wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken en over artikel 97, zevende lid, van de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen, gesteld door het hof van beroep te Antwerpen (nr. 2204 van de rol);

— arrest nr. 123/2001 uitgesproken op 10 oktober 2001, inzake :

— de prejudiciële vraag over de artikelen 377 tot 385 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, gesteld door het Hof van Cassatie (nr. 2214 van de rol);

— arrest nr. 124/2001 uitgesproken op 16 oktober 2001, inzake :

— de prejudiciële vraag over artikel 26 van de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales, gesteld door het hof van beroep te Bergen (nr. 1959 van de rol);

— arrest nr. 125/2001 uitgesproken op 16 oktober 2001, inzake :

— de prejudiciële vraag betreffende artikel 7^{bis} van de jachtwet van 28 februari 1882, gesteld door de rechtbank van eerste aanleg te Doornik (nr. 1982 van de rol);

— arrest nr. 126/2001 uitgesproken op 16 oktober 2001, inzake :

— het beroep tot gehele of gedeeltelijke vernietiging van artikel 5^{bis} van de wet van 10 maart 1925 op de elektriciteitsvoorziening, zoals

ingevoegd bij artikel 41 van het decreet van de Vlaamse Raad van 22 december 1999 houdende bepalingen tot begeleiding van de begroting 2000, ingesteld door de n.v. Electrabel en de cv CPTE (nr. 1996 van de rol);

— arrest nr. 127/2001 uitgesproken op 16 oktober 2001, inzake :

– de prejudiciële vraag over artikel 15 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, gesteld door het hof van beroep te Bergen (nr. 1997 van de rol);

— arrest nr. 128/2001 uitgesproken op 18 oktober 2001, inzake :

– de prejudiciële vragen over, enerzijds, artikel 47, §§ 2 en 3, van het decreet van het Vlaams Gewest van 2 juli 1981 betreffende de voorkoming en het beheer van afvalstoffen en, anderzijds, de artikelen 2 en 3 van de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen, gesteld door de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen (nr. 1956 van de rol).

qu'il a été inséré par l'article 41 du décret du Conseil flamand du 22 décembre 1999 contenant diverses mesures d'accompagnement du budget 2000, introduit par la s.a. Electrabel et la sc CPTE (n° 1996 du rôle);

— arrêt n° 127/2001 rendu le 16 octobre 2001, en cause :

– la question préjudicielle concernant l'article 15 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, posée par la cour d'appel de Mons (n° 1997 du rôle);

— arrêt n° 128/2001 rendu le 18 octobre 2001, en cause :

– les questions préjudicielles concernant, d'une part, l'article 47, §§ 2 et 3, du décret de la Région flamande du 2 juillet 1981 relatif à la prévention et à la gestion des déchets et, d'autre part, les articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, posées par le tribunal de première instance de Malines (n° 1956 du rôle).